

Forum d'échanges DA 15 février 2010 / Ateliers

Atelier 1 -

Pauvreté, précarisation : vers un nouveau pacte social ? (A.Bleugat, JJ Vacher)

LES CONSTATS :

- 8 millions de personnes vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, le lien intergénérationnel est-il encore facteur de réduction de cette grande pauvreté ?
- Une société qui s'extrémise socialement : il y a des très à l'aise voire très riches, il y a des très pauvres de plus en plus nombreux et au milieu cette classe moyenne qui prend de plein fouet la crise, qui se précarise, trop riche pour bénéficier des aides, trop pauvre pour pouvoir payer tout ce qu'elle doit payer.
- La famille qui jouait un rôle dans la transmission du patrimoine et comme redistributeur des richesses ou de l'acquis n'est plus d'un grand secours et peut même être source de paupérisation (exemple : placement d'un parent dans une institution trop chère qui vient grèver le budget et laisser des successions en dette)

LES SOLUTIONS :

- Du SN de la petite enfance (SNPE), passons au SN de solidarité entre tous les âges, et pour cela aidons-nous de la connaissance du terrain, des associations en leur confiant le relais de l'information sociale.
- Péreniser le système des grands parents occasionnels qui rendent service en évitant la solitude des enfants dont les mamans travaillent et en même temps retrouvent une famille qu'ils avaient peut être perdue ou n'ont jamais eue. Le système doit être encadré sur le modèle du parrainage républicain pour les sans papiers avec définition des droits et des devoirs réciproque. C'est l'idée d'adoption réciproque entre adultes.
- Rendre obligatoire pour tous les régimes de retraite complémentaire existant dans le cadre de la loi de 1972 (ex L4 du code de la sécurité sociale) la prise en charge du risque dépendance (également idée du 5ème risque SS)

Atelier 2 -

La Nation : une réflexion nationale, européenne et mondiale (L de Warren)

La première leçon de cet atelier est qu'un sujet aussi vaste, au lendemain du pseudo-débat bessonien sur l'identité nationale, réunissant des gens qui ne se connaissent pas (sauf pour Patrizia et Laetitia) a besoin, pour avoir une quelconque signification, de durer bien au-delà d'une heure. Pour les 5 personnes ainsi réunies, une heure a tout juste suffi à exprimer quelques opinions et

évoquer des expériences personnelles très différentes, ce qui a abouti à une sévère divergence de points de vue, voire à des échanges plutôt vifs...

La deuxième leçon est que, sur ces questions, le « ségolénisme » couvre une variété, voire un clash, de positions et qu'un consensus sera plus qu'ardu.

Il a quand même été possible, in extremis, de dégager quelques considérations plus ou moins acceptées par les uns et les autres :

- Tentative de définition de la nation : c'est une manière d'organiser la diversité et le vivre ensemble dans le refus de la discrimination.
- Il ne faut pas « idéologiser » la nation mais tout en tenant compte d'un passé à surtout ne pas gommer, il faut accepter que la nation évolue sans cesse dans ses pratiques (par exemple, il serait temps de réactualiser le débat récurrent sur la laïcité à la lumière des évolutions de la société et de la pensée)
- Enfin, une proposition de réflexion : préférer l'idée de citoyenneté à celle de nationalité.

Atelier 3 -

Qu'est-ce que le ségolénisme ? (P. Allard)

Depuis la campagne interne du Parti socialiste en 2006, Ségolène Royal bénéficie d'un réseau de soutiens important. Décrites comme « ségolâtres », subissant des campagnes de dénigrement, ses soutiens demeurent, malgré tout, attachés à leur engagement. Cette fidélité s'explique parce qu'au-delà de la personnalité politique de Ségolène Royal, le « ségolénisme » apparaît de plus en plus comme un positionnement politique qui peut être défini en cinq axes :

- Un ancrage dans des valeurs de justice, d'humanisme, d'internationalisme et de fraternité, autant de valeurs qui ont nourri le socialisme.

- Une vision politique : loin des batailles politiques à court terme, Ségolène Royal engage son combat dans une perspective globale pour défendre un type de société. Elle s'inscrit ainsi dans la posture des hommes d'Etat qui ont su tracer une voie d'avenir.

- Une écoute de tous les problèmes : il n'y a pas de petit sujet, et une volonté d'apporter de vraies réponses sans tabou idéologique. Ce qui donne un programme innovant et inscrit dans le réel en réponse aux problèmes actuels.

- Une autre façon de faire de la politique en refusant l'intolérance partisane, les discours convenus, les attaques personnelles. Ségolène Royal porte une éthique politique.

- Une audace incomparable dans le petit monde politique d'aujourd'hui. Ségolène Royal n'a pas peur de déranger pour combattre et d'agir pour changer ce qui ne va pas en ouvrant de nouveaux chantiers.

Le terme de « ségolénisme » peut donc apparaître réducteur car il s'agit, avec Ségolène Royal, de défendre un idéal politique.

Atelier 4 -

Pourquoi militer à Désirs d'avenir ou quel mouvement politique au XXI^e siècle ? (V. Jechoux)

- D'abord car Ségolène Royal a réconcilié beaucoup de monde avec la politique en 2007 (notamment chez les jeunes et dans les banlieues) en faisant de la politique autrement, avec un langage nouveau, et en se démarquant des partis politiques trop sectaires et rigides.

- Car DA est un mouvement (ce qui est différent d'un parti) à l'écoute des gens, des associations, des militants de terrain et nous devons continuer ce maillage du territoire afin de créer de puissants réseaux d'échanges. Cette écoute et ce partage de talents sont une flamme à entretenir pour gagner 2012.

- Pour changer le fonctionnement des institutions : Il faut quelque chose de moins hiérarchique, plus transparent, gardant comme priorité la démocratie participative et les jurys citoyens afin que le pouvoir en place reste conscient des réalités et besoins des gens.

- Proposition de créer des "action tank", à l'instar des "think tank", pour proposer des événements adaptés à tous.

Nous devons développer les débats et cafés politiques, rester un mouvement ouvert et en relation constante avec la société civile, souple, réactif, efficace.

- Pour renverser la pyramide : le peuple participe aux décisions qui le concerne.

-

Bref, il faut Militer à Désirs d'avenir pour inventer le parti politique du futur, et plus largement une société d'avenir.

Atelier 5 -

Gagner en 2012, quelles primaires, quelles alliances ? (R. Bokobza)

L'heure de débat attribuée n'a pas été suffisante pour développer toutes les idées émises, mais a permis d'identifier quelques pistes intéressantes.

Synthèse des réflexions :

Les conditions du succès en 2012 reposent sur trois axes qu'il faudrait aborder dans cet ordre :

1. le programme

A l'image de "combattre et proposer", le programme devra regrouper tous les thèmes forts de la société, de la justice à l'environnement en passant par la santé et l'éducation. Chacun des thèmes pourrait être mis en débat au sein des comités désir d'avenir afin de les enrichir.

2. les alliances politiques

La question des alliances avec tous les démocrates devra être pensée le plus tôt possible avant les primaires, comme l'a fait Ségolène Royal en Poitou-Charente pour les élections régionales : Engager les discussions avec les différents partis en lice lui a permis d'inclure dans son projet le meilleur de chacun et lui permettra de se passer des règlements de compte nocifs de l'entre-deux tours. Les discussions avec les partis se feraient sur la base du programme défini ci-avant.

3. les primaires

Après avoir rappelé les fondamentaux des rapports Montebourg et Terra Nova, nous sommes arrivés au constat suivant :

Les primaires devraient avoir lieu le plus tôt possible (début 2011) afin de permettre l'organisation à la rentrée 2011 d'un congrès qui rassemblerait tous les camarades autour du candidat sélectionné. Ce "rabibochage" n'avait pas été organisé après les primaires de novembre 2006 de sorte que les rancoeurs étaient restées intactes à la veille des élections présidentielles.

l'électorat devrait être le plus large possible, sur le modèle italien par exemple où chaque sympathisant de gauche signe un engagement moral sur les valeurs de gauche et paie une contribution de 1 ou 2 euros visant à couvrir les frais d'organisation de ces élections. La question de savoir si le but des primaires est de sélectionner un candidat pour toute la gauche ou seulement pour le PS dépendra du résultat des discussions au sujet des alliances.

les primaires devront être loyales, afin de lever les soupçons suscités par l'élection du 21 novembre 2008. Pour cela il est proposé de créer une commission multipartite/multicourant afin de surveiller le déroulement du scrutin.

Atelier 6 -

Disparition de l'égalité des soins ? (A. M'Bengue)

A la lecture du thème de l'atelier, les participants ont tenté de répondre à plusieurs questions :

1) sommes nous tous égaux par rapport à la santé ?

- 2) qu'est ce qui rend pour certains l'accès aux soins difficile ?
- 2) les infrastructures de santé sont elles également réparties sur le territoire national ?
- 3) toutes les maladies sont elles prises en compte de la même façon par le système de santé français ? Quelle place pour les maladies dites orphelines ?
- 4) le numerus clausus est il un frein ou non pour un recrutement optimum des médecins et spécialistes dans le système de santé français ? Quelle place pour les médecins et infirmiers étrangers ? Y a-t-il égalité de traitement ?
- 5) la médecine du travail a-t-elle les moyens de sa fonction ? Quelle indépendance des médecins du travail par rapport aux entreprises ?
- 6) quel est le rôle des laboratoires ? L'indépendance des médecins, pharmaciens et de l'Etat est -elle compromise ? Mythe ou réalité au regard de l'actualité récente de la grippe H1N1 ?

Les réponses apportées à toutes ces questions qui n'épuisent pas le sujet, ont conduit les participants à considérer le système français de santé comme inégalitaire. Ils ont parlé d'un système à deux vitesses. En effet, il apparaît que l'accès aux soins soit moins facile pour les personnes sans mutuelle, loin des structures de santé et pour les titulaires de la couverture médicale universelle (cmu). Il en est de même des étrangers qui bénéficient de l'aide médicale d'Etat (AME). Pour cette catégorie de français ou d'étrangers, il n'est pas rare de voir des médecins libéraux et/ou les médecins spécialistes leur refuser des rendez vous pour ne pas perdre une partie de leur clientèle. La presse en a fait l'écho suite au rapport de l'IRDES sur « Le refus des soins : testing 2009 ».

Autrement dit, il est apparu que les déterminants socio-économiques (chômeurs, SDF, avec ou sans mutuelle complémentaire...) jouent un rôle important quant à l'accès plus ou moins facile aux soins. Cette situation est aggravée par l'évolution actuelle de la politique menée par le pouvoir avec des mesures comme l'augmentation du forfait hospitalier, l'instauration de la franchise médicale et le déremboursement de certains médicaments dits de confort.

C'est pourquoi, les participants ont insisté sur l'importance du système hospitalier public qui reste le seul recours des plus démunis (voir la saturation du service des urgences). Une certaine inquiétude quant à la survie de la qualité des soins dans les hôpitaux publics en relation avec les mesures de restructuration prises par le gouvernement actuel. Il faut sortir de la logique comptable en ce qui concerne la gestion du personnel. Certains ont évoqué le rôle du numerus clausus dans la pénurie relative de médecins ou de spécialistes, en particulier en milieu rural.

Pour eux, il faut développer en parallèle des grands centres hospitaliers, un système de santé de proximité comme les maisons de garde médicale pour éviter à la population de faire des kilomètres (avec tous les risques inhérents) pour se faire soigner.

Le système de santé, pour être efficace doit faire un peu plus de médecine préventive à travers un réseau de diététiciennes et diététiciens qui pourraient intervenir, en particulier, dans les écoles pour prévenir la prise de poids chez les jeunes.

Certainement, toutes ces idées échangées doivent être approfondies et enrichies pour repenser entièrement notre système de santé. En effet, depuis plusieurs années, le pilier de l'édifice, la sécurité sociale connaît des déficits année après année. Le service hospitalier est au bord de l'asphyxie avec la pénurie d'infirmières, d'infirmiers ou de médecins. Le désert médical existe à côté de grandes villes où il y aurait un trop plein de médecins, spécialistes ou de structures médicales : hôpitaux, cliniques privées, centres hospitaliers universitaires. Enfin, la réforme de l'hôpital public, dans ces conditions ne peut qu'ajouter une inquiétude supplémentaire au personnel et aux usagers de ses services. Peut-être que le dernier rapport du Haut Conseil de la santé publique qui cherche à sortir de cette fatalité des inégalités sociales en matière de santé nous aidera à y voir plus clair ?

Atelier 7 -

Apports et limites des Nouvelles Technologies (NT) dans le rapport politique aux citoyens (M. Hamrouni)

Le temps imparti n'a pas permis au groupe d'analyser en profondeur le vaste champ des NT et leur utilisation dans le rapport politique aux citoyens, il s'est contenté de discuter de trois points :

1) Analyser l'utilisation réussie des NT dans la campagne électorale de B. OBAMA et en tirer quelques enseignements pour nos combats futurs.

Cette réussite était basée sur trois éléments : les fichiers, la proximité et la collecte d'argent à travers la toile.

a) Les Fichiers : Les USA ont l'avantage de pouvoir utiliser différents fichiers (fichiers d'électeurs, fichiers commerciaux, ...) pour pouvoir atteindre une population cible. Ceci n'est pas le cas en France, il faut donc pouvoir se contenter de l'utilisation des fichiers de nos adhérents DA, de nos sympathisants déclarés sur les réseaux sociaux (Coopol, Twitter, Face book, ...) et de lancer une action d'envergure pour récupérer les adresses mail des milliers d'anciens adhérents venus au PS pour Ségolène et qui l'ont quitté depuis. À partir de cette population nous pouvons essaïmer et constituer ainsi des réseaux actifs.

b) La proximité : Les équipes d'Obama ont fait du travail de proximité le fer de lance de leur campagne ; ainsi, dès qu'un sympathisant ou même un citoyen curieux prend contact avec elles sur la toile, il est contacté par téléphone dans les jours ou les heures qui viennent pour lui proposer d'assister à une réunion ou un événement dans son quartier ou son environnement immédiat. Ceci peut être tenté chez nous, mais il faut une organisation et une mobilisation rigoureuses et sans failles.

c) La collecte d'argent : C'est le nerf de la guerre, les équipes d'Obama ont lancé des souscriptions tous azimuts sur la toile et ont pu ainsi récolter des sommes colossales avec souvent des versements ne dépassant pas les quelques dollars. Ceci peut aussi être tenté chez nous.

2) Il a été constaté que les Blogs -DA- locaux et le Blog -DA- Paris comportent beaucoup de redondances ; il est suggéré qu'une coordination centralisée soit mise en place et que les Blogs locaux enrichissent le Blog Paris par leurs spécificités locales.

3) Réfléchir à des actions pour contrecarrer les campagnes anti-Ségolène sur la toile soit en créant du Buzz soit en inondant la toile de réponses ciblées et de prises de position systématiques.

Atelier 8 -

Droit à l'enfant, droit des femmes : des idées divergentes ? (A. Chebib)

Pas de compte rendu disponible.

Atelier 9 -

L'expression et les formes de la citoyenneté chez les moins de 18 ans

(F. Lubespère et T. Perran)

Il n'est pas aisé de savoir à partir de quel âge il faut éveiller la conscience politique chez les jeunes, sachant comment les tribunaux considèrent les adolescents de 13 ans, sachant qu'il n'est possible d'adhérer à une association loi 1901 comme Désir d'Avenir qu'à partir de 15 ans et que seuls ceux qui ont 16 ans aujourd'hui pourront voter aux élections présidentielles de 2012.

On le constate tous les jours dans nos comités locaux à Désir d'Avenir, ou même dans nos sections socialistes, les moyennes d'âge des participants restent élevées et il y a un décrochage au niveau des jeunes. On a besoin des moins de 18 ans pour aboutir à des liens inter-générationnels. Les moins de 18 ans peuvent aussi devenir une cible stratégique qui feront office de relais auprès de leurs familles et convaincre des adultes à voter pour Ségolène Royal en 2012, s'ils ne peuvent pas le faire eux-mêmes.

A ce titre, il convient d'aller chercher les jeunes là où ils sont, à savoir physiquement aux collèges et lycées et virtuellement sur les réseaux sociaux sur internet comme Facebook. Ensuite, il faut capter leur attention en les attirant par leurs centres d'intérêt. La culture est une accroche naturelle, et il faudrait explorer des initiatives comme les concours de slam, de chant, les concerts, les festivals de bande-dessinée et manga. Les faits d'actualité ayant une résonance chez les jeunes à l'image du pass-contraception de Ségolène Royal doivent être exploités pour faire des micro-trottoirs pour montrer qu'on s'intéresse à des sujets qui les concernent.

Pour répondre à cette problématique, il a été suggéré la création d'une radio.

Atelier 10 -

Sujet : Pays émergents, pays pauvres, pays riches, quels nouveaux rapports ? (J. Berdu, P. Ardoin)

Dans un premier temps, chacune et chacun se sont exprimés pour donner leurs points de vue et souligner les aspects qui leur paraissent essentiels.

Dans un deuxième temps, quelques orientations ont été esquissées.

1e partie, les points de vue

- Les relations entre pays pauvres et pays riches doivent se concevoir au niveau des peuples.

Ceux-ci sont exclus des coopérations. Cela permettrait « d'humaniser le monde » et de tendre vers l'objectif de favoriser le développement humain sous toutes ses formes.

- Dans le prolongement de cette idée, la notion de « partage » entre individus et pays est prépondérante. Il faut encourager le dialogue entre civilisations.

- Les pays riches établissent leurs relations vis-à-vis des pays pauvres dans un sentiment de supériorité du fait de leur développement économique avancé. C'est une aberration. L'échange doit être mutuel et d'égal à égal. Nous avons tous à apprendre et à donner.

Pour lutter contre ce sentiment injustifié de supériorité, l'éducation des personnes est cruciale. Il y a un gros travail à effectuer sur ce plan pour modifier les comportements.

La compréhension et le respect doivent être de règle.

- Il faut « relativiser » les situations de « riches » ou de « pauvres » à une période donnée.

Le monde évolue au cours des siècles et les situations de même.

- Concernant la France et l'Europe, l'attention a été attirée sur le fait que notre politique est alignée sur celles des Etats Unis. Ce point est à reconsidérer.

2e partie, quelques orientations

Plusieurs thèmes évoqués par Ségolène Royal à différentes occasions ont alors été repris par le groupe :

- Remettre au centre des débats les problèmes Nord/Sud et avoir un autre regard sur ces relations. Il faut travailler « ensemble ».
- Se doter d'instruments politiques tel que la coopération décentralisée participative pour organiser les relations. Ex : Fatick au Sénégal. Les micro-crédits sont aussi de bons outils.
- Intégrer ces outils dans le cadre d'une politique de développement durable et établir des alliances inter-pays dans ce sens. Une règle : « Penser global et agir local » (forum social mondial).
- D'une façon plus générale, placer l'humain au cœur de la démarche, et non la recherche du profit qui génère souvent appropriation des richesses et corruption des élites.

En conclusion, nos principes d'action

- Développer la nouvelle culture participative dans les échanges internationaux
- Aider à "l'intégration régionale" dans chaque continent
- Partager "les biens publics mondiaux"
- Mettre réellement en œuvre "la plate-forme mondiale sur l'éducation" (Jomtien)
- Faire participer la société civile à la réussite des "objectifs du millénaire"
- Combattre l'économie libérale, facteur d'inégalités et de pauvreté.

Atelier 11 - Vers une définition du droit à la ville (T. Perran, E. Husson)

L'atelier n'a pas eu lieu.

Atelier 12-

« Quelle politique culturelle pour un développement humain ? »

(JP Guilbert)

- Préalable (Orga DA) :

On ne peut avoir une action efficace sans organisation de la pensée. Avant de parler de la vision de la culture dans la société, quelle est-elle au sein de DA ?

Pour en débattre, nous préconisons la création d'un Comité culturel à DA, afin de discuter du rôle de l'artiste dans la société, et de la fonction de l'art à l'intérieur d'un mouvement de transformation de la société.

Points abordés :

- L'art comme éducation d'un regard universel pour la compréhension des autres.
L'intégration des valeurs et des données progressistes (par opposition à régressives, ex : problématique culturelle de la misogynie). Inventorier ces valeurs.
- Développer le lien de l'échange des savoirs où l'on valorise le vécu (ex partenariats), ce que tout un chacun expérimente.
- Inégalité d'accès à de nombreuses pratiques culturelles et artistiques. Réactiver et redéfinir les missions de l'EN, des institutions type Conservatoires et des associations, des réseaux de diffusion... Interpeler l'Etat sur son rôle. L'égalité Républicaine est incompatible avec le fait que certains territoires et établissements scolaires ne permettent pas d'intégrer les valeurs progressistes (cf § précédent) et donc de répondre au développement humain (sujet de départ).
- Paradoxe de la culture de masse (ou les masses vers la culture, ex. grandes expos médiatisées) masquant une pauvreté d'autres « consommations culturelles » par ailleurs.
Pb de la téléphagie.
Accès à Internet, mais surtout éducation devant cette immensité de données et d'information, si l'on veut en tirer le meilleur profit pour se cultiver ou échanger.
- Comment combler le fossé entre les politiques et les artistes, les créateurs ?
Relation et soutien de DA envers les professionnels du spectacle vivant, de l'audio-visuel, des arts plastiques et leurs luttes (ex : se rapprocher de la position de la CGT-Spectacle qui défend auprès des pouvoirs publics une Loi d'orientation pour la culture ?) Dénonciation de l'actuel dépeçage du Ministère de la Culture.

Atelier 13 -

Un système éducatif français à refonder radicalement (L. Bourquelot, D. Bertinotti)

On peut tenter un résumé de nos échanges selon trois axes.

- Le constat d'abord, c'est celui d'un système éducatif à bout de souffle. Epuisement qui se traduit par un échec massif à tous les niveaux comme par la violence qui se banalise. L'insatisfaction domine chez tous les acteurs, professeurs, élèves et parents, mais surtout la finalité ne semble plus ni claire ni partagée.

- L'analyse ensuite est celle d'un système élitiste, qui sélectionne par élimination trop souvent à tous les niveaux et sans possibilité de 2^o chance; opaque, où l'accès à l'information devient un privilège; autiste refermé sur lui-même, avec le décalage entre le décalage entre le monde professionnel et l'université ou l'incapacité à prendre en compte des situations familiales difficiles (parents immigrés, cellule familiale éclatée) par exemple. Face à une telle analyse, il semble qu'une refonte globale, une re fondation soit nécessaire. Les clés de cette rénovation étant la concertation et le dialogue tant à l'horizontal, c'est-à-dire entre tous les acteurs (parents,élèves,professeurs...), qu'à la verticale, c'est-à-dire de la maternelle à l'université.

- Enfin les solutions concrètes découlent des analyses: à la place de la sélection-élimination, il faut donner des choix diversifiés afin de mettre en valeur les élèves, et surtout donner plusieurs chances, plusieurs fois dans la vie ; face à la rigidité, il faut adapter, donner des moyens ciblés là où ils sont nécessaires, ou aussi raccourcir la durée de l'enseignement en primaire et mettre plus d'art plastique, de sport; redonner du sens enfin, rappeler que l'éducation doit former un citoyen, lui donner les clés pour comprendre un monde toujours plus complexe avec la proposition concrète émise d'introduire l'éducation civique au primaire.

Par Laetitia de Warren pour Désirs d'avenir Paris